

LE PRÉSIDENT BOUTEFLIKA À BLIDA

Un tour d'échauffement de précampagne

La ville de Blida et quelques-unes de ses agglomérations périphériques auront servi, l'intervalle d'une journée, de terrain d'exercice, physique et discursif, au président de la République appelé à convenir à des joutes électorales officielles dès le 19 mars prochain. Une randonnée pédestre, un discours et quelques inaugurations ont constitué l'essentiel de cette foulée d'échauffement.

De notre envoyée spécial
à Blida Sofiane Ait Iflis

Le président, candidat à sa propre succession à la tête de l'Etat, n'a pas dérogé au rituel auquel il s'adonne à chaque visite d'inspection depuis dix années pleines maintenant. La verve et l'entrain en moins. Les écoliers en tablier blanc lui entonnèrent dans une flagrante désharmonie la désormais rengaine de «Ouhda Thalitha». Plutôt par amusement que par conviction. C'était dans la commune de Bouarfa, seconde escale de son périple blidéen. Il n'y avait pas là de quoi rasséréner un président candidat qui, à défaut de concurrents sérieux, aura à lutter contre une abstention électorale que d'aucuns craignent des plus fortes cette fois-ci.

Le bain de foule, au centre-ville, sur une centaine de mètres, était juste un accueil courtois, orphelin, pour le moins qu'on puisse dire, de l'enthousiasme populaire que Bouteflika suscitait durant sa première mandature. Même le folklore n'était pas celui des grandes liesse. Le décor y était mais pas l'animation. Vint alors le moment de produire le laïus.

La salle omnisports du complexe Tchaker était aux couleurs chatoyantes des uniformes sportifs et des tenues de parade des scouts. Ceci côté tribunes.

Côté esplanade, un agglomérat recruté parmi les notabilités locales et les militants des organisations de la société civile appuyant la candidature présidentielle. Sidi Saïd, le patron de



Photo : Samir Sid

Le bain de foule était juste un accueil courtois.

l'UGTA, Tayeb Lahouari, de l'Organisation des enfants de chouchada, Benbrahem, le commandant des scouts, étaient là. Entre autres.

Le président-candidat avait à discourir sur un de ses thèmes de prédilection : la révolution et l'histoire. L'occasion s'y prêtait : la Journée nationale du chahid. Sans abuser de liminaires, le président salua le sacrifice de ces Algériens, chahids et moudjahids, qui vainquirent le colonialisme français.

L'hommage sera complété par un exposé de ce que

l'Etat a fait pour les moudjahidine et les ayants droit des chahids. Pensions conséquentes, prises en charge médicales, centres de repos mais surtout et, là est l'essentiel, en termes de message politique, la constitutionnalisation de l'histoire.

A posteriori, il faut bien le dire, le président a entrepris de défendre l'amendement constitutionnel du 12 novembre dernier, plutôt défendre son entreprise qui n'a pas recueilli l'assentiment de toute la classe politique. Il expliquera que «la constitutionnalisation de

l'emblème national, de l'hymne national et de l'enseignement de l'histoire intégrait les priorités». Pourquoi ? Parce que, a-t-il considéré, il y avait et il y a encore besoin d'irriguer davantage le nationalisme.

La hargua, devenue un véritable fléau, est visiblement mal vécue en ce qu'elle sonne l'échec d'une gou-

vernance. Elle est aussi comprise comme un déficit de nationalisme. «Ça sera encore mieux si les jeunes qui sortiront demain des écoles auront la tête en Algérie et non pas ailleurs et qu'ils lieront leur destin à celui de la nation.»

Et comme il fallait justifier l'autre chapitre de la révision constitutionnelle, le président dira que la constitutionnalisation de la question de la femme se veut «un barrage contre toute remise en cause des acquis».

C'est suffisant pour recueillir une salve de youyous. Le président se plaît dans une pause prolongée. Il reprendra la lecture de son discours et enchaînera par un aperçu de son bilan de deux décennies qu'il a voulu, évidemment, positif.

Il promettra que, si les Algériens venaient à compter sur eux-mêmes et à exécuter convenablement les programmes de développement, l'image de l'Algérie changerait dans un proche avenir.

S. A. I.

Les photographes de presse ont été une nouvelle fois sommés de ne pas utiliser les flashes de leurs appareils photos lors de la prise de portraits du président. Personne n'est arrivé à s'expliquer une telle sommation, d'autant, auparavant, les flashes pouvaient crépiter à volonté.

S. A. I.

BOUABDALLAH GHOULAMALLAH AUX IMAMS :

«Prêchez pour un vote massif !»

L'élection présidentielle s'est invitée à la réunion des imams tenue hier à Alger sous la présidence du ministre des Affaires religieuses et des Wakf, Bouabdallah Ghoulamallah. Dans une déclaration lue par les représentants des imams, à l'issue de la rencontre organisée à l'occasion de la Journée nationale du Chahid, un appel pour «sensibiliser les fidèles au vote et les exhorter à accomplir leur devoir citoyen en participant massivement à la prochaine élection présidentielle» a été lancé en direction des imams venus de plusieurs wilayas du pays.

Parler des élections dans les mosquées n'est-il pas contraire à la vocation des lieux de culte censés être à l'écart de toute influence politique ? «Pas du tout !», nous répond l'imam Halim Sentiri, de la wilaya de Khenchela. Pour ce dernier, «il s'agit plutôt d'une action de sensibilisation à un événement qui concerne directement la société et les citoyens». «Nos prêches sur les prochaines élections ne seront pas en faveur d'un candidat ou dirigés contre un autre. Mais ce sera des appels que nous lancerons aux fidèles pour qu'ils accomplissent leur devoir citoyen» nous explique-t-il. Partant du principe que cette élection revêt une importance nationale, «il est donc normal que des événements nationaux ou religieux soient évoqués dans les mosquées», poursuit encore cet imam pour qui «le but essentiel de ces prêches est d'unifier la nation autour d'un événement qui intéresse tous les citoyens algériens quelles que soient leurs sensibilités». Dans une récente déclaration à la presse, Bouabdallah Ghoulamallah a indiqué qu'«une note ministérielle a été adressée aux 48 directions de wilaya pour empêcher tout dérapage dans les mosquées». Le ministre a néanmoins invité «les imams, en tant que fonctionnaires de l'Etat, à sensibiliser les citoyens à l'enjeu que représente l'élection présidentielle pour l'avenir de la nation». «Je conseille aux imams de ne pas se confiner dans un rôle de témoin passif devant cet événement décisif. Les appels à l'abstentionnisme ne reflètent aucunement les valeurs prônées par l'Islam», a soutenu le ministre des Affaires religieuses et des Wakf. A quelques jours du début de la campagne électorale, les imams et les mosquées sont donc officiellement invités à parler de l'élection présidentielle dans leurs prêches. Les hommes de culte seront mis à contribution pour la prochaine élection afin de faire barrage à l'abstention. Un spectre qui risque de discréditer le rendez-vous électoral du 9 avril prochain.

Lotfi Mérad

CANDIDAT DU FNA À LA PRÉSIDENTIELLE DU 9 AVRIL 2009

Moussa Toutati déposera le dossier de candidature aujourd'hui

Le président du Front national algérien (FNA), M. Moussa Touati, déposera aujourd'hui, à 14 heures au niveau du Conseil constitutionnel, son dossier de candidature à l'élection présidentielle du 9 avril prochain, a-t-il annoncé hier lors d'une rencontre avec les cadres de son parti, en présence des médias, au Centre international de presse d'Alger. Le candidat plaide en faveur d'un régime de gouvernance parlementaire.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le patron du FNA avait annoncé, il y a quelques jours, avoir collecté 1 500 signatures d'élus et 96 000 autres de citoyens. Avec ce chiffre, Moussa Touati aura donc satisfait largement l'exigence des 600 signatures d'élus ou 75 000 signatures de citoyens, ce qui lui permet d'être candidat aux prochaines joutes électorales.

«L'opération de collecte des signatures a été achevée avant le 25 janvier dernier. Elle s'est déroulée en moins de dix jours», a-t-il dit. Cela dénote, selon M. Touati, que «le FNA est une force capable d'apporter le changement dans ce pays». Le président du FNA, qui refuse de jouer le rôle de lièvre, estime être capable de faire mieux que le score qu'il avait enregistré à la présidentielle de 2004. «Nous n'avons pas eu la

chance de gagner aux élections de 2004, parce qu'il y avait peut-être des dépassements ou peut-être à cause de certains calculs», a-t-il déclaré, évitant d'accuser quiconque.

L'orateur, qui s'exprimait devant une armada de caméras du CIP et de l'ENTV, s'est en fait attaqué à l'actuel régime qu'il accuse, à demi-mot, de mentir aux Algériens et de les induire en erreur à chaque fois. «Nous en avons marre des solutions et des promesses magiques qui nous viennent de haut lieu. Nous refusons aussi toute implication étrangère dans les affaires de notre Algérie, un pays libre et indépendant depuis 1962», a-t-il, en outre, ajouté.

«Nous participons à ces élections pour apporter un changement radical dans le tous les secteurs. Et nous comptons sur la voix du

peuple, pour lequel nous nous battons, de nous élire. C'est lui seul qui peut décider de celui qui présidera à ses destinées. Une raison pour laquelle, nous au FNA, luttons pour l'instauration d'un régime de gouvernance parlementaire», a-t-il plaidé, refusant que les gouvernants prennent le peuple algérien pour une nation politiquement immature.

Moussa Touati n'a pas manqué de s'attaquer, d'abord aux dissidents de son parti puis aux partisans du boycott du prochain scrutin. «Je suis un militant, rien de plus. Je me suis porté candidat parce que les militants du FNA pensent que je suis apte à assumer le rôle de président de la République», a-t-il rappelé, en insistant que ce choix émane des travaux du dernier congrès du parti. «Il faut aller voter pour voir où cela peut nous mener. Nous avons boycotté les élections depuis l'indépendance et rien n'a changé. Non au boycott alors», a-t-il insisté.

Présentant les grandes lignes de son programme, le candidat du FNA affirme que le salut du pays réside dans la valorisation de sa res-

source humaine, dans la prise en charge de sa jeunesse, dans la promotion d'une industrie lourde et dans l'accompagnement de nos universitaires en le domaine de la recherche scientifique.

Moussa Touati propose aussi la révision du fonctionnement de l'institution militaire qui ne doit plus se contenter, a-t-il estimé, de protéger l'Algérie contre l'ennemi externe. «Je suis pour la révision du service national à 18 mois. En plus, nous devrions permettre aux jeunes appelés d'acquérir un métier dès leur service militaire achevé. En somme, l'armée doit participer à sa manière à la construction réelle de notre pays», a-t-il expliqué. Moussa Touati n'a pas souhaité s'exprimer sur le bilan de son rival, Abdelaziz Bouteflika, le candidat du système depuis 1999.

Il évitera aussi d'évaluer ouvertement la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, se contentant de dire que la réconciliation ne doit pas être celle des gouvernants sur les gouvernés.

L. M.